

Brochure n° 3041

Convention collective nationale

**IDCC : 158. – TRAVAIL MÉCANIQUE DU BOIS, DES SCIERIES,
DU NÉGOCE ET DE L'IMPORTATION DES BOIS**

ACCORD DU 28 NOVEMBRE 2017
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA ET AUX PRIMES AU 1^{ER} DÉCEMBRE 2017
(BROSSERIE)

NOR : ASET1850428M

IDCC : 158

Entre :

FFB,

D'une part, et

BATIMAT-TP CFTC ;

FNSCB CFDT ;

FIBOPA CFE-CGC ;

FG FO construction,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Les dispositions du présent accord concernent les personnels des entreprises de la branche « broserie » (code APE 32.91Z) :

(32.91Z. Fabrication d'articles de broserie : fabrication de balais, de pinceaux et de brosses, même constituant des parties de machines, de balais mécaniques pour emploi à la main, de balais à franges et de plumeaux, de brosses et de pinceaux à peindre, de rouleaux et de tampons à peindre, de raclettes en caoutchouc et d'autres brosses, balais, balayettes, etc. ; la fabrication de brosses à habits et à chaussures).

Article 2

Grille des salaires minima mensuels « ouvriers et collaborateurs » applicable au 1^{er} décembre 2017

Les salaires minima mensuels applicables dans l'industrie de la broserie, pour un horaire mensuel de 151,67 heures sont fixés, au 1^{er} décembre 2017, aux valeurs suivantes :

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	MONTANT
1	140	1 484
	150	1 523
	160	1 530
2	175	1 551
	185	1 563
	195	1 577
3	210	1 621
	225	1 680
	240	1 777
4	250	1 844
	270	1 985
	295	2 164
5	310	2 276
	330	2 412
	360	2 627

Article 3

Grille des primes mensuelles d'ancienneté « ouvriers et collaborateurs » applicable au 1^{er} décembre 2017

À compter du 1^{er} décembre 2017, la prime mensuelle d'ancienneté s'établit comme suit, pour un horaire mensuel de 151,67 heures, pour les ouvriers et collaborateurs :

(En euros.)

COEFFICIENT	MONTANT DES PRIMES MENSUELLES D'ANCIENNETÉ, SELON L'ANCIENNETÉ				
	3/6 ANS	6/9 ANS	9/12 ANS	12/15 ANS	15 ANS ET +
140	33,53	67,08	100,62	134,16	167,69
150	33,76	67,53	101,29	135,07	168,83
160	34,00	67,97	101,97	135,97	169,95
175	34,34	68,69	103,03	137,37	171,71
185	34,50	69,00	103,51	138,02	172,52
195	36,43	72,87	109,30	145,73	182,17
210	39,23	78,47	117,70	156,92	196,16
225	42,04	84,05	126,10	168,11	210,14
240	44,83	89,66	134,48	179,31	224,13
250	46,72	93,45	140,18	186,89	233,62
270	50,46	100,91	151,36	201,81	252,27

COEFFICIENT	MONTANT DES PRIMES MENSUELLES D'ANCIENNETÉ, SELON L'ANCIENNETÉ				
	3/6 ANS	6/9 ANS	9/12 ANS	12/15 ANS	15 ANS ET +
295	55,12	110,23	165,35	220,47	275,58
310	57,91	115,83	173,74	231,65	289,58
330	61,65	123,28	184,94	246,58	308,23
360	67,27	134,55	201,81	269,09	339,55

Article 4

Grille des salaires minima mensuels « cadres » applicable au 1^{er} décembre 2017

Pour les cadres, les appointements mensuels minima applicables dans l'industrie de la broserie sont fixés, au 1^{er} décembre 2017, aux valeurs suivantes :

(En euros.)

POSITION	APPOINTEMENTS MENSUELS MINIMAUX
P I a	2 473
P I b	2 895
P I c	3 238
P II a	3 488
P II b	3 648
P II c	3 788
P III a	4 028
P III b	4 317

Article 4 bis

Négociations salariales 2018, 2019 et 2020

En 2018, 2019 et 2020, les partenaires sociaux se réuniront pour négocier sur la politique salariale du secteur broserie. Dans ce cadre, les revalorisations salariales issues des accords paritaires signés s'appliqueront aux dates suivantes :

- 2018 : septembre ;
- 2019 : juin ; et
- 2020 : avril.

Article 5

Égalité salariale hommes-femmes

En application des dispositions des articles L. 2241-3, L. 2241-9, L. 2241-10, L. 2241-11 et L. 2241-12 du code du travail, les parties signataires rappellent que les différences de rémunération constatées entre les hommes et les femmes ne se justifient que si elles reposent sur des critères vérifiables.

Les entreprises doivent donc s'assurer, notamment à l'occasion de la négociation annuelle obligatoire sur les salaires, du respect du principe d'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes dès lors qu'il s'agit d'un même travail effectué dans une situation similaire ou d'un travail de valeur égale et à ancienneté et expériences égales.

Cette négociation vise à définir et à programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 6

Dispositions diverses

6.1. Clause de sauvegarde

Le présent accord ne peut en aucun cas se cumuler avec de dispositions ultérieures de nature législatives, réglementaires ou conventionnelles, ayant une incidence sur le présent accord, postérieures à sa date de signature.

Dans cette hypothèse, les partenaires sociaux signataires du présent texte conviennent de se réunir afin de procéder au réexamen de ces dispositions.

6.2. Durée

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

6.3. Adhésion

Toute organisation syndicale peut adhérer ultérieurement au présent accord dans les conditions et selon les modalités prévues à l'article L. 2261-3 du code du travail.

6.4. Dénonciation. – Révision

Le présent accord pourra être révisé conformément aux dispositions légales. Il pourra être dénoncé en respectant un préavis de 3 mois et, sauf conclusion d'un nouvel accord, il cessera de produire ses effets après le délai de 1 an à compter du préavis.

Article 7

Force obligatoire de l'accord

Les accords d'entreprise ou d'établissement ne peuvent comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent accord, sauf dispositions plus favorables.

Fait à Paris, le 28 novembre 2017.

(Suivent les signatures.)